

ÉTUDE ORIGINALE/RESEARCH ARTICLE

L'inconfort ou l'indifférence ? Comprendre l'opposition aux mesures visant à contrer la mésinformation au Québec

Mathieu Lavigne 

Program in Quantitative Social Science, Dartmouth College, 3 Tuck Mall, Hanover, NH 03755, USA.
Courriel: mathieu.lavigne@dartmouth.edu

Résumé

Malgré l'attention accordée à l'enjeu de la mésinformation au cours des dernières années, peu d'études ont examiné l'appui des citoyens pour les mesures visant à y faire face. À l'aide de données récoltées lors des élections québécoises de 2022 et de modèles par blocs récursifs, cet article montre que l'appui aux interventions contre la mésinformation est élevé en général, mais que les individus ayant une idéologie de droite, appuyant le Parti conservateur du Québec et n'ayant pas confiance dans les médias et les scientifiques sont plus susceptibles de s'y opposer. Ceux qui ne sont pas préoccupés par l'enjeu, priorisent la protection de la liberté d'expression ou adhèrent aux fausses informations y sont aussi moins favorables. Les résultats suggèrent que dépolitiser l'enjeu de la mésinformation et travailler à renforcer la confiance envers les institutions pourraient augmenter la légitimité perçue et l'efficacité de notre réponse face à la mésinformation.

Abstract

Despite the attention that the topic of misinformation has received, there is a lack of research on citizens' support for efforts to address the issue. Using data collected during the 2022 Quebec elections and bloc-recursive models, this article shows that support for interventions against misinformation is generally high. However, individuals with a right-wing ideology, who support the Conservative Party of Quebec or lack trust in the media and scientists, are more likely to oppose them. Those who are not concerned about the issue, prioritize freedom of expression, or are vulnerable to misinformation are also less favorable. The results suggest that working on depoliticizing misinformation debates and strengthening trust in institutions could increase the perceived legitimacy and effectiveness of our response to misinformation.

Mots-clés: modération de contenu; mésinformation; désinformation; Québec; opinion publique

Keywords: content moderation; misinformation; disinformation; Quebec; public opinion

Introduction

Bien que les fausses informations aient toujours circulé en politique, la lutte contre celles-ci a pris une importance nouvelle au cours des dernières années. Les gouvernements ont adopté plusieurs politiques pour renforcer la résilience du public et des institutions, en ciblant notamment la désinformation pouvant miner l'intégrité du processus électoral (Young 2022). Souvent pointées du doigt pour leur rôle dans la propagation des fausses informations (US House Committee on Energy and Commerce 2021; Donovan 2020; Zimmer 2018), les plateformes de médias sociaux ont mis en place certaines mesures pour contrer ce phénomène, particulièrement durant la pandémie de COVID-19 et l'élection présidentielle américaine de 2020. Plusieurs mesures ont toutefois été abandonnées depuis (Agence France-Presse 2023) et la modération de contenu moins stricte suite au rachat de Twitter a entraîné une augmentation significative des contenus dommageables sur la plateforme (Hickey et al. 2023).

La lutte aux fausses informations a reçu beaucoup d'attention au cours des dernières années, mais l'appui des citoyens pour de telles mesures reste peu étudié, surtout en dehors des États-Unis, qui constituent un cas particulier en matière de polarisation politique et de vulnérabilité face à la mésinformation (Humprecht, Esser, et Van Aelst 2020; Pickup, Stecuła, et van der Linden 2022). Le présent article a comme objectif d'apporter un éclairage, jusqu'alors déficient, sur l'adhésion aux mesures pour contrer les fausses informations au Québec. La politisation grandissante de l'enjeu rend cet examen d'autant plus important. Alors que certaines personnalités politiques de droite accusent ces interventions d'entraver la liberté d'expression et de censurer les opinions conservatrices, un récent sondage Léger indiquait que plus de trois partisans du Parti conservateur du Canada sur quatre jugent que la liberté d'expression est menacée au Canada (Taylor 2024). Cette politisation peut limiter la volonté d'action des plateformes (Agence France-Presse 2023).

Cet article s'appuie sur des données récoltées durant l'élection provinciale québécoise de 2022. À l'aide de modèles par blocs récursifs, il examine comment l'appui des citoyens pour la modération de contenu sur les médias sociaux et pour des mesures gouvernementales plus fortes contre la mésinformation varie en fonction de leurs caractéristiques sociodémographiques, de leurs orientations politiques, de leur confiance envers divers groupes et institutions (gouvernement, médias, médias sociaux, scientifiques) et de leurs perceptions de la liberté d'expression et de la mésinformation. En plus d'offrir une perspective québécoise sur cet enjeu, l'article permet d'évaluer dans quelle mesure les observations faites aux États-Unis sont généralisables à d'autres contextes et de théoriser sur de nouvelles explications n'ayant pas été préalablement examinées.

D'un point de vue comparatif, le Québec montre une certaine résilience face à la mésinformation en raison d'un niveau relativement élevé de confiance envers le gouvernement et les médias traditionnels (Carignan et al. 2022), d'une exposition moindre à la mésinformation en provenance des États-Unis (Lavigne et Bridgman 2023) et du fait que la taille du marché québécois limite les incitatifs financiers à produire de la désinformation (Yates 2018). Cela dit, le Québec est loin d'en être exempt (Carignan et al. 2022; Lavigne et al. 2023). La mésinformation est principalement propagée par des « influenceurs » et autres acteurs locaux déterminés à influencer l'opinion

publique et est fortement inspirée de la mésinformation circulant en France et aux États-Unis (Yates 2018). Conséquemment, le Québec est susceptible d'être influencé par les discours américains sur la mésinformation.

Déterminer comment combattre les fausses informations constitue un enjeu public fondamental, considérant l'importance de la liberté d'expression dans une démocratie. L'article fait une contribution importante en permettant de mieux comprendre d'où provient l'appui aux mesures visant à lutter contre la mésinformation et ce qui amène certains groupes à s'y opposer. Les résultats indiquent que les citoyens sont généralement favorables à ces mesures, mais que les individus de droite, appuyant le Parti conservateur du Québec et ne faisant pas confiance aux gouvernements, aux médias et aux scientifiques sont significativement moins susceptibles de les approuver. Le fait de ne pas être préoccupé par l'enjeu, de prioriser la défense de la liberté d'expression et d'adhérer aux fausses informations augmente aussi significativement le niveau d'opposition. Les résultats ont d'importantes implications pour la lutte contre la mésinformation puisque des mesures perçues comme illégitimes pourraient être moins efficaces et accentuer la méfiance des citoyens envers les sources traditionnelles d'information.

La mésinformation et les mesures pour la combattre

Définitions

La mésinformation est communément définie comme le fait de partager une information que l'on croit vraie, mais qui s'avère fausse ou trompeuse. La désinformation se distingue par le fait qu'elle est délibérément produite ou propagée dans le but de tromper, de nuire ou de faire du profit (Wardle et Derakhshan 2017; Office québécois de la langue française 2019). Les « fausses nouvelles », la publication de contenus faux ou trompeurs imitant un format journalistique, en sont un exemple (Sauvageau et Thibault 2018; Egelhofer et Lecheler 2019). Enfin, le conspirationnisme est la croyance que les événements sont le résultat de « l'action secrète d'un groupe de personnes ayant des intentions malveillantes » (Carignan et al. 2022).

Sur la base de ces définitions, les initiatives des gouvernements et plateformes (p. ex., programmes de littératie numérique, modération de contenu) permettent à la fois de lutter contre la mésinformation et la désinformation. Afin d'alléger le texte et d'être cohérent avec le langage utilisé dans le sondage, le terme « mésinformation » sera privilégié, sauf lorsque les études portent sur un genre en particulier (désinformation, théories du complot ou fausses nouvelles). Ce choix terminologique est renforcé par le fait qu'en raison de la difficulté d'évaluer les intentions des acteurs, le terme « mésinformation » est de plus en plus utilisé dans les milieux académiques anglophones (Altay, Berriche, et Acerbi 2023) mais aussi dans plusieurs publications en français (Conseil des académies canadiennes 2023; Lavigne et al. 2023; Statistique Canada 2023), comme un terme englobant l'ensemble des informations fausses ou trompeuses, indépendamment de l'intention d'induire en erreur.

Le terme « médias sociaux » est utilisé pour désigner un ensemble de médias numériques basés sur « la création et le partage de contenu généré par les utilisateurs, la collaboration et l'interaction sociale », incluant les réseaux sociaux tels que

Facebook et LinkedIn, les plateformes de partage de photos et vidéos (p. ex., Instagram, YouTube) et les blogs (Office québécois de la langue française 2024; Proulx, Millette, et Heaton 2012). J'emploie le terme générique « médias sociaux » plutôt que « réseaux sociaux » ou « réseaux socionumériques » pour des raisons pratiques, afin de ne pas créer de coupure avec le langage utilisé dans le sondage, et théoriques, puisque les débats sur la modération concernent aussi des plateformes qui s'appuient beaucoup plus sur une logique de diffusion que d'interactions entre utilisateurs.

Le Canada et le Québec face à la désinformation

La lutte contre les fausses informations est une préoccupation de longue date au Canada et au Québec, les médias effectuant déjà de la vérification des faits en contexte électoral dans les années 1990 (Brin 2000). Néanmoins, l'enjeu a gagné en importance lors de la pandémie de COVID-19 et des plus récentes élections. Environ 20% des Canadiens et Québécois adhéraient aux fausses informations sur la COVID-19 (Langlois et Sauvageau 2021; Bridgman et al. 2022; Lavigne et al. 2022), contribuant à des perceptions plus négatives de la réponse gouvernementale (Lavigne et al. 2022) et à un moins grand respect des mesures sanitaires (Bridgman et al. 2020). Ce niveau d'adhésion à la désinformation est similaire à celui des pays comparables du Commonwealth, mais inférieur à celui observé aux États-Unis où la pandémie a été fortement politisée (Pickup, Stecuła, et van der Linden 2022). De même, de fausses allégations de fraude électorale, inspirées des discours de Donald Trump lors de l'élection présidentielle américaine de 2020, ont largement circulé dans les cercles conspirationnistes en ligne lors des dernières élections canadiennes et québécoises (Bridgman et al. 2022; Lavigne et al. 2023). Enfin, il existe plusieurs cas récents d'ingérence étrangère ayant pris la forme de campagnes de désinformation au Canada et au Québec, notamment lors de l'élection fédérale de 2021 (Hogue 2024) et de l'attentat de la grande mosquée de Québec (Larouche et Teisceira-Lessard 2018).

Au Canada, comme ailleurs, ceux ayant les médias sociaux comme principale source d'information sont plus vulnérables face à la désinformation (Bridgman et al. 2020; Carignan et al. 2022; Langlois et Sauvageau 2021). Cette vulnérabilité découle du fait que l'information n'y est pas vérifiée comme dans les médias traditionnels et que les algorithmes tendent à privilégier le contenu générant de l'attention et des interactions plutôt que celui répondant à des normes de vérification strictes ou étant jugé digne d'intérêt public (Bruns 2018; Vosoughi, Roy, et Aral 2018).

La réponse du Canada face aux fausses informations se présente sous trois dimensions : (1) comme un enjeu de sécurité, suite aux cas d'ingérence russe lors des élections présidentielles américaines de 2020 et du Brexit, (2) comme un enjeu de réglementation des médias sociaux, à la suite notamment du scandale Cambridge Analytica, et (3) comme un problème de manque de littératie numérique au sein de la société civile (Christensen 2022). Le cadre sécuritaire a notamment mené à la mise en place de nouvelles règles dans la *Loi sur la modernisation des élections* limitant l'abus d'influence, de même que les dépenses et l'achat de publicités par des entités étrangères lors des campagnes électorales (Dawood 2021). La dimension réglementaire a donné lieu à de nombreuses consultations et rapports sur la

désinformation et la nécessité de mettre à jour les lois régissant l'information en ligne (Zimmer 2018). L'Initiative de citoyenneté numérique, qui a financé une vingtaine de programmes visant à augmenter la résilience du public (Patrimoine canadien 2022), illustre les efforts en matière de littératie numérique.

Dilemmes éthiques

La lutte contre la mésinformation implique un ensemble d'acteurs sociaux, des gouvernements aux citoyens en passant par les médias et plateformes de médias sociaux. La superposition de différents types d'interventions est généralement considérée comme la meilleure façon d'y faire face (Bode et Vraga 2021). Il est possible d'agir directement, en limitant certains types de discours, ou indirectement, en appuyant des programmes de compétences informationnelles (Patrimoine canadien 2022; Hébert et al. 2022), en soutenant les producteurs reconnus d'information (Altay, Nielsen, et Fletcher 2024; Public Policy Forum 2017) ou en adoptant des exigences plus strictes en matière de transparence et responsabilité des plateformes.

La limitation de certains discours pose un dilemme moral à savoir dans quelles circonstances la volonté de minimiser les conséquences négatives de la mésinformation permet de faire une entorse à la liberté d'expression (Kozyreva et al. 2023). Bien que la liberté d'expression soit protégée par les chartes canadienne (article 2) et québécoise (article 3) des droits et libertés, cette liberté n'est pas absolue. L'article 1 de la Charte canadienne indique qu'elle peut être restreinte « dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique », alors que l'article 9.1 de la Charte québécoise indique que la loi peut en fixer la portée et en aménager l'exercice afin d'assurer « le respect des valeurs démocratiques, de la laïcité de l'État, de l'importance accordée à la protection du français, de l'ordre public et du bien-être général des citoyens du Québec ». Il importe alors de démontrer que les objectifs sont réels et urgents et que l'atteinte à la liberté d'expression est proportionnée à ces objectifs (Canada 2022). Par exemple, bien qu'il soit depuis longtemps interdit de publier sciemment de fausses informations sur un candidat lors d'une élection (p. ex., caractéristiques personnelles, conduite, désistement), le retrait du mot « sciemment » dans la *Loi sur la modernisation des élections* a été jugé inconstitutionnel puisqu'il aurait un effet dissuasif sur la libre expression politique (*Canadian Constitution Foundation v. Canada* 2021).

Alors que les plateformes sont souvent accusées par la droite de porter atteinte à la liberté d'expression, elles soutiennent que la modération et la priorisation algorithmique de certains contenus relèvent de leur propre liberté d'expression en tant que compagnies (Oremus 2022). Néanmoins, la modération représente un défi important en raison du volume de contenus, de la nécessité de choisir sur quels enjeux la mésinformation doit être combattue (l'accent a été mis sur la COVID-19 et l'intégrité électorale) et de la difficulté à établir une ligne claire entre les informations vraies et fausses à grande échelle et sans biais. La proportionnalité et la probabilité—l'analyse du taux et du type d'erreurs qui sont commises—constituent donc des principes fondamentaux de la gouvernance des discours en ligne (Douek 2021).

Déterminants de l'appui aux mesures de lutte contre la mésinformation

Le présent article s'intéresse à l'acceptabilité sociale des initiatives contre la mésinformation. Les citoyens des démocraties avancées sont généralement favorables aux mesures adoptées par les médias sociaux et les gouvernements pour contrer la mésinformation (Aguerri, Miró-Llinares, et Gómez-Bellvis 2023; Kozyreva et al. 2023). Une pluralité de citoyens considère que les plateformes et gouvernements ont une responsabilité partagée face à celle-ci, mais jugent qu'il est de la responsabilité première des plateformes d'en limiter la propagation (Bridgman et al. 2022; Skaaning et Krishnarajan 2021).

Cet article s'intéresse à quatre types de déterminants de l'adhésion aux initiatives contre la mésinformation : les variables sociodémographiques, les orientations politiques, la confiance envers les institutions et les perceptions de la mésinformation. Ces facteurs sont susceptibles d'influencer comment les citoyens comprennent l'enjeu de la mésinformation et les interventions visant à la contrer puisqu'ils reflètent les différences de valeurs, d'expérience de la mésinformation et d'expositions aux discours des élites politiques et médiatiques au sein de la population.

Variables sociodémographiques

Bien que les caractéristiques sociodémographiques ne constituent généralement pas le sujet principal d'investigation, plusieurs recherches montrent que les femmes et les citoyens plus âgés ont davantage tendance à appuyer la modération de contenu et autres interventions contre la mésinformation (Bridgman et al. 2022; Jhaver 2023; Skaaning et Krishnarajan 2021). Ces différences sont intéressantes étant donné que les hommes sont plus susceptibles d'adhérer aux discours conspirationnistes (Carignan et al. 2022).

L'influence du niveau d'éducation est sujette à débat : certaines études indiquent que ceux qui ont un niveau élevé d'éducation sont plus favorables à la modération de contenu (Bridgman et al. 2022), alors que d'autres ne trouvent pas de différence significative (Jhaver 2023). Bien qu'il ne semble pas y avoir de variation en fonction de l'identité rurale ou urbaine (Bridgman et al. 2022), la région de résidence pourrait néanmoins influencer le niveau d'appui. Dans le cas québécois, on pourrait s'attendre à un niveau plus élevé d'appui dans la région métropolitaine de Montréal que celle de Québec en raison d'un conservatisme économique plus marqué et de la présence plus marquée de médias (particulièrement les radios parlées) véhiculant des idées conservatrices dans la région de Québec (Drouilly 2012; Daoust 2017; Thibault et al. 2023).

Identification partisane et idéologie

Les perceptions de la mésinformation sont fortement influencées par l'idéologie et l'identification partisane. Ces dernières années, les termes « mésinformation », « désinformation » et « fausses nouvelles » ont été politisés et utilisés comme arme politique pour décrédibiliser l'information et les sources d'informations avec lesquelles un individu n'est pas en accord (Proulx 2018; Tong et al. 2020; van der Linden, Panagopoulos, et Roozenbeek 2020). Plusieurs études, principalement conduites aux États-Unis, révèlent que les individus de droite ont moins tendance à appuyer les interventions des plateformes, gouvernements et médias visant

à lutter contre la mésinformation (Aguerri, Miró-Llinares, et Gómez-Bellví 2023; Jang, Barrett, et McGregor 2024; Saltz et al. 2021; Kozyreva et al. 2023; Shin et Thorson 2017). Cette opposition peut avoir plusieurs causes. D'abord, elle peut refléter des différences idéologiques quant au rôle de l'état, la droite étant plus susceptible de croire que le contenu sur les médias sociaux constitue strictement une responsabilité individuelle plutôt que la responsabilité des plateformes ou gouvernements (Jang, Barrett, et McGregor 2024). Elle peut aussi découler des différences d'opinions quant aux limites à la liberté d'expression (Hersh et Krupnikov 2023), comme expliqué plus loin dans cette section.

Les divergences idéologiques peuvent également être le fruit de considérations instrumentales et de réactions aux discours des élites (Lenz 2013). D'abord, la vérification des faits et la censure sont jugées plus acceptables lorsque le contenu émane d'un opposant politique (Shin et Thorson 2017; Kubin, Sikorski, et Gray 2024). Or, plusieurs études indiquent que, ces dernières années, les fausses informations les plus virales provenaient principalement de la droite, menant à des croyances factuelles divergentes selon l'idéologie (Garrett et Bond 2021; Mosleh et Rand 2022; González-Bailón et al. 2023). Conséquemment, les individus de droite sont plus susceptibles d'indiquer que leurs publications ont été retirées par les plateformes (Haimson et al. 2021).¹ Ensuite, plusieurs figures de droite aux États-Unis et au Canada ont été bannies des principales plateformes ou les ont accusées de censurer les idées conservatrices (Haimson et al. 2021). Ces discours peuvent impacter les perceptions des citoyens (Calice et al. 2023; Saltz et al. 2021; Haimson et al. 2021). Conséquemment, une expérience différente de la mésinformation pourrait causer une plus grande résistance chez la droite.

Bien que l'idéologie ne soit pas le principal déterminant en Europe (Lyons et al. 2020), nous pouvons nous attendre à ce que le clivage idéologique observé aux États-Unis soit présent au Canada et au Québec. D'abord, les principales figures conspirationnistes ont une plus forte propension à être associées à la droite (Carignan et al. 2022). Ensuite, bien que le Parti conservateur du Québec rejoigne un électorat varié, incluant une partie de la droite économique déçue par la Coalition avenir Québec (Bélanger et al. 2023), son discours anti-élitiste attire une clientèle ayant tendance à adhérer à la pensée conspirationniste et à se méfier des institutions politiques et médiatiques (Carignan et al. 2022; Lavigne et al. 2023; Drouin et Giasson 2024). Le parti a souvent été accusé de propager de la désinformation et de nourrir la méfiance de ses partisans (La Presse Canadienne 2022; Radio-Canada 2022) et son chef a, à plusieurs reprises, accusé les plateformes comme Facebook de censure (Duhaim 2021). Dans ce contexte, on peut s'attendre à ce que les individus de droite ou appuyant le Parti conservateur du Québec soient moins favorables aux interventions contre la mésinformation.

Confiance envers les institutions

Une montée de la méfiance envers les gouvernements, les médias et les scientifiques a été observée dans plusieurs démocraties occidentales au cours des dernières années, surtout à la droite du spectre politique (Dalton 2017; Newman et al. 2024; Cologna et al. 2024). Sur le plan de la confiance, le Québec se compare avantageusement au reste du Canada et aux autres pays occidentaux (Newman et al. 2024; Cologna et al.

2024). À l'automne 2023, 36 % des Québécois exprimaient une *grande* confiance dans les institutions et 21 % exprimaient une *grande* confiance dans les informations en provenance des médias, comparativement à au plus 27 % et 15 % dans les autres régions du Canada (Statistique Canada 2024). Néanmoins, on constate une baisse marquée du pourcentage de Québécois ayant confiance dans les nouvelles qu'ils consultent (12 points de pourcentage depuis 2018) et jugeant que les médias rapportent les choses telles qu'elles se sont passées (plus ou moins 10 points de pourcentage depuis 2013) (Bernier et Carignan 2023; Brin, Charlton, et Marois 2023). Cette méfiance pourrait en partie s'expliquer par le fait que les médias et scientifiques ont été identifiés comme faisant partie de l'élite par la droite populiste (Egelhofer et Lecheler 2019; Hameleers 2020). Plus de 40 % des Québécois estiment notamment que le financement public reçu par les médias rend les journalistes moins critiques des gouvernements (Bernier et Carignan, 2023).

Cette méfiance a des répercussions évidentes sur les attitudes à l'égard des interventions contre la désinformation. D'abord, une large littérature montre que la confiance politique influence la légitimité perçue de l'action gouvernementale (Norris 1999; Hetherington 2005). Ensuite, les journalistes et les scientifiques jouent un rôle prépondérant dans la vérification des faits (Vraga et Bode 2020; Sauvé 2019). Les individus ayant un faible niveau de confiance sont non seulement plus vulnérables face à la désinformation (Merkley et Loewen 2021; Carignan et al. 2022),² mais aussi moins ouverts à l'idée de se faire dicter par l'entremise des interventions contre la désinformation, ce qui doit être considéré comme vrai ou faux (Hameleers 2020; Jang, Barrett, et McGregor 2024; Primig 2024; Saltz et al. 2021).

Perceptions de la désinformation et vulnérabilité face à celle-ci

Les citoyens sont plus susceptibles d'appuyer l'action des plateformes et des gouvernements s'ils sont préoccupés par la désinformation. Par exemple, ceux qui considèrent que les fausses nouvelles sont un problème sérieux ayant des impacts négatifs pour eux-mêmes, les autres ou la société sont généralement favorables à les réglementer (Cheng et al. 2021; Lee 2022).

Bien que la liberté d'expression constitue un droit fondamental, les citoyens ont une conception différente de ses limites et de la priorité qu'elle devrait avoir sur d'autres droits. Au Canada, près des deux tiers des électeurs libéraux et néo-démocrates considèrent qu'il devrait y avoir des limites à la liberté d'expression, alors que 60 % des électeurs conservateurs sont favorables à l'absence de limites (Taylor 2024). Une majorité de citoyens préfèrent que la désinformation soit retirée des plateformes (Hersh et Krupnikov 2023), mais l'appui diminue lorsque l'enjeu est cadré en référence aux limites à la liberté d'expression (Skaaning et Krishnarajan 2021) et parmi ceux qui s'opposent fortement à toute forme de censure (Riedl, Whipple, et Wallace 2022).

Finalement, il est pertinent de s'intéresser à la relation entre le fait de croire la désinformation et la réceptivité face aux mesures visant à la contrer. Cet examen permet de documenter le manque d'acceptabilité parmi les personnes ciblées, pouvant les amener à migrer vers d'autres plateformes ayant des politiques de modération moins strictes, et la nécessité de mettre en place des initiatives complémentaires potentiellement plus efficaces auprès de ces individus (Pareek et Goncalves 2024). Nous savons que la méfiance envers les institutions et

l'adhésion aux théories du complot se renforcent mutuellement, contribuant à la spirale conspirationniste (Franks et al. 2017; Lavigne et al. 2022). En d'autres mots, la mésinformation est souvent conçue de manière à instiller le doute à l'égard des sources reconnues d'information (Latzko-Toth 2018). Conséquemment, les interventions contre la mésinformation peuvent être perçues comme une tentative de dissimuler la vérité (Hameleers 2020; Primig 2024). Ceux qui propagent de fausses informations sont aussi plus susceptibles de voir leurs publications retirées des plateformes, contribuant à leur perception d'être censurés (Haimson et al. 2021).

Problématisation et questions de recherche

Les fausses informations posent une menace réelle pour les sociétés démocratiques. La revue de la littérature souligne que la lutte contre celles-ci est un enjeu complexe provoquant des débats politiques importants et qu'en fonction de leurs caractéristiques individuelles, certains groupes de citoyens sont plus critiques face aux interventions des gouvernements et des plateformes de médias sociaux. Comprendre ces préférences est essentiel pour garantir la légitimité et l'efficacité des mesures adoptées. Or, les études sur le sujet sont peu nombreuses, surtout à l'extérieur des États-Unis. En s'appuyant sur le cas québécois, cet article apporte un éclairage sur les deux questions suivantes :

Question 1. Quel est le niveau d'appui des citoyens pour les initiatives des gouvernements et des plateformes de médias sociaux pour lutter contre la mésinformation ?

Question 2. Comment l'appui des citoyens varie-t-il en fonction de leurs caractéristiques sociodémographiques, de leurs orientations politiques, de leur confiance dans les institutions et de leurs perceptions de l'enjeu de la mésinformation ?

Méthode

Données

La présente étude s'appuie sur les données d'un sondage panel administré durant l'élection provinciale québécoise de 2022. Le sondage préélectoral a été mené en ligne entre le 29 août et le 2 octobre 2022, en utilisant des quotas pour l'âge, le genre et la région. L'échantillon, fourni par Léger, comporte 3707 citoyens canadiens résidant dans la province de Québec. Parmi ceux-ci, 1545 ont répondu au sondage postélectoral, administré entre le 14 et le 16 octobre. Les analyses se basent principalement sur les données de la vague postélectorale.³ Plus de détails sur les échantillons sont disponibles dans l'Annexe A. Pour l'ensemble des analyses, les données sont pondérées en fonction de l'âge, du genre et de la région, conformément au recensement de 2021.

Méthode

L'article utilise des modèles par blocs récursifs, lesquels introduisent un à un des blocs de variables explicatives en fonction de leur emplacement attendu dans la

chaîne causale (Miller et Shanks 1996; Gidengil et al. 2012). Bien que l'analyse demeure corrélacionnelle, cette approche permet de mesurer l'effet total de chaque variable, plutôt que l'effet non modéré par d'autres variables ayant une plus grande proximité avec la décision d'appuyer les mesures contre la mésinformation. En incluant toutes les variables dans un même modèle, nous sous-estimerions notamment l'effet des orientations politiques, car les perceptions de la mésinformation sont influencées par l'idéologie et l'identification partisane. Des modèles linéaires (moindres carrés) sont employés afin de faciliter l'interprétation des résultats. Les conclusions sont les mêmes lorsque des modèles logistiques ordinaires sont utilisés (Annexe B1).

Variables dépendantes

L'appui aux interventions contre la mésinformation est mesuré à l'aide des énoncés suivants : (1) les plateformes de médias sociaux devraient retirer le contenu qui contient de la mésinformation; et (2) les gouvernements devraient mettre en place des mesures plus fortes pour lutter contre la mésinformation. Une échelle en cinq points allant de fortement en désaccord à fortement en accord est utilisée. Comme le montre la [Figure 1](#), un pourcentage élevé de répondants, respectivement 73 et 71 % (incluant ceux étant plutôt et fortement en accord), appuient ces mesures.⁴ Les deux variables sont fortement corrélées ($r = .77$; $p < .001$), mais comme anticipé, le pourcentage de répondants étant fortement en accord est un peu plus élevé dans le cas de la modération de contenu (44 %) que des mesures gouvernementales (39 %) (cette différence est significative à $p < .01$).

Variables indépendantes

Le premier bloc de variables indépendantes est constitué des caractéristiques sociodémographiques, soit l'âge (18–34, 35–44, 55–64, 65+ ans), le genre (0 = homme, 1 = femme), l'éducation (trois catégories correspondant à l'obtention d'un diplôme secondaire, collégial ou universitaire) et la région (Montréal, Québec et autres régions). Le deuxième bloc de variables inclut le vote déclaré et l'idéologie. L'idéologie est mesurée en utilisant la même question que celle utilisée dans l'Étude électorale canadienne (Stephenson et al. 2023) et québécoise (Mahéo et al. 2023) : « En politique, on parle parfois de gauche et de droite. Où vous placeriez-vous sur une échelle de 0 à 10, où 0 indique la gauche et 10 la droite? » (Mahéo et al. 2023, 33; Stephenson et al. 2023, 84).

Le troisième bloc mesure la confiance envers les médias de masse (p. ex., journaux, télévision, radio) et les médias sociaux en tant que sources d'information politique sur une échelle à quatre points allant de « Pas du tout confiance » à « Beaucoup confiance ». La confiance envers le gouvernement du Québec et les scientifiques est mesurée sur une échelle à cinq points allant de « Je m'en méfie beaucoup » à « Je leur fais beaucoup confiance ».

Finalement, le dernier bloc porte sur les perceptions de la mésinformation. Le niveau de préoccupation par rapport à la propagation de fausses informations en ligne est mesuré sur une échelle de 0 à 10 allant de « Pas du tout préoccupé » à « Extrêmement préoccupé ». L'équilibre entre la liberté d'expression et la lutte contre la mésinformation est mesuré en fonction du niveau d'accord (5 points)

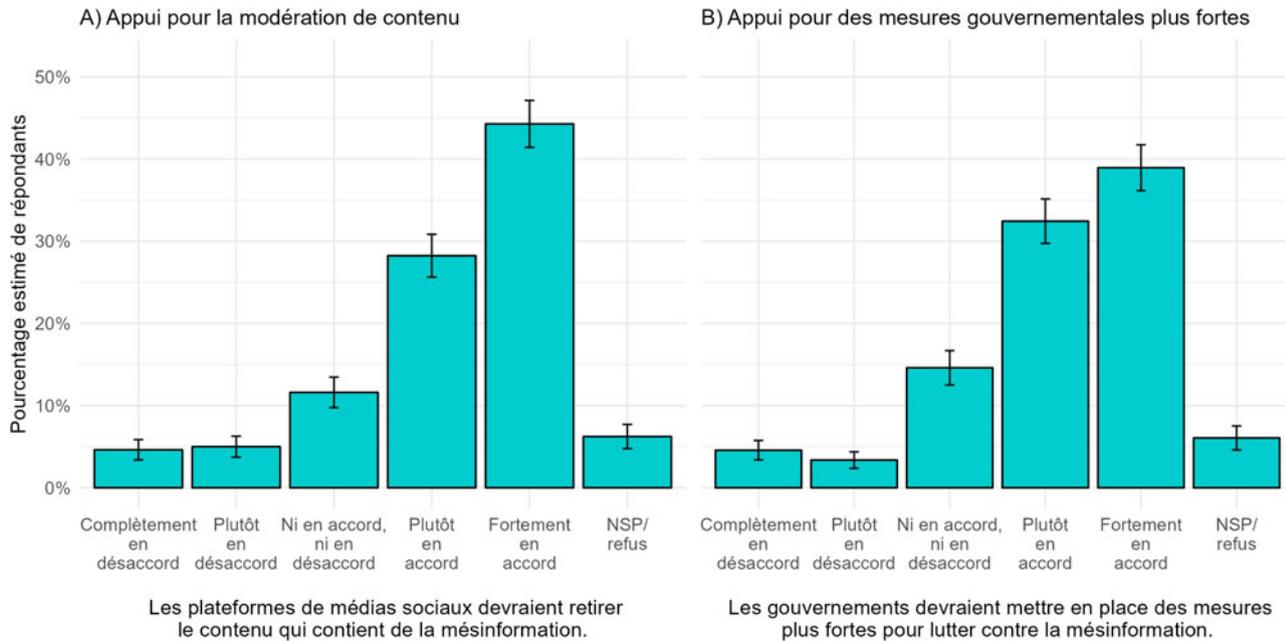


Figure 1. Pourcentage pondéré de répondants appuyant la modération de contenu et des mesures gouvernementales plus fortes pour lutter contre la mésinformation, avec intervalles de confiance de 95 %.

avec l'énoncé suivant : « Les politiciens devraient avoir l'opportunité de s'exprimer librement même lorsque ce qu'ils disent est considéré comme étant faux ». ⁵ L'adhésion à la mésinformation est basée sur la véracité perçue de quatre énoncés : (1) il n'y a pas de consensus scientifique sur le réchauffement climatique; (2) la vaccination de masse contre la COVID-19 cause plus de problèmes de santé que le virus lui-même; (3) le gouvernement cache de l'information sur des traitements qui pourraient aider à prévenir et à guérir la COVID-19; et (4) Joe Biden était le gagnant légitime de l'élection présidentielle américaine de 2020 (codage inversé). Ces énoncés sont combinés dans un indice additif ayant un niveau élevé de cohérence interne ($\alpha = 0.79$). Toutes les variables indépendantes sont codées sur une échelle de 0 à 1 afin de montrer l'effet maximum.

Résultats

Statistiques descriptives

La **Figure 2** indique, pour chaque variable indépendante et catégorie de réponses, le pourcentage pondéré de répondants appuyant la modération de contenu par les plateformes et des mesures gouvernementales plus fortes pour lutter contre la mésinformation. Les données révèlent un niveau élevé d'appui. Seul un petit nombre de catégories n'atteint pas un seuil d'appui de 50 %, soit les partisans du Parti conservateur du Québec, ceux se plaçant le plus à droite (10) sur l'échelle gauche-droite, ceux ayant un niveau de confiance très faible envers le gouvernement, les médias de masse et les scientifiques et ceux étant peu préoccupés par l'enjeu de la mésinformation ou ayant tendance à adhérer à celle-ci. La section suivante utilise des modèles par blocs récursifs afin de mieux comprendre chacune des relations.

Modèles de régression

Le **Tableau 1** montre les résultats des modèles de régression linéaire. Les modèles 1 et 2 introduisent les variables sociodémographiques. Comme attendu, les femmes et les Québécois plus âgés sont plus susceptibles d'appuyer les initiatives des plateformes et gouvernements contre la mésinformation que les hommes et les Québécois plus jeunes. Le niveau d'appui des femmes est respectivement 0.23 et 0.21 point plus élevé que celui des hommes, alors que l'appui des 65 ans et plus est 0.75 et 0.69 point plus élevé que celui des 18–34 ans sur l'échelle de 1 à 5. L'appui pour la modération de contenu augmente aussi avec le niveau d'éducation (0.15 point de plus chez ceux ayant un diplôme universitaire par rapport à ceux ayant au maximum un diplôme secondaire). Enfin, les résidents de la région métropolitaine de Québec ont moins tendance à soutenir ces initiatives que ceux de la région de Montréal, mais la différence n'est pas statistiquement significative. ⁶

Les modèles 3 et 4 introduisent les variables mesurant les orientations politiques. Les individus de droite sont significativement moins favorables aux initiatives contre la mésinformation que ceux de gauche, le niveau d'appui étant 0.64 et 0.46 point plus bas chez ceux se plaçant à l'extrême droite de l'échelle (10) que ceux se plaçant à l'extrême gauche (0), et ce, en contrôlant pour le vote déclaré. Les partisans du Parti conservateur du Québec ont particulièrement tendance à s'opposer à la modération de contenu et aux mesures gouvernementales contre la

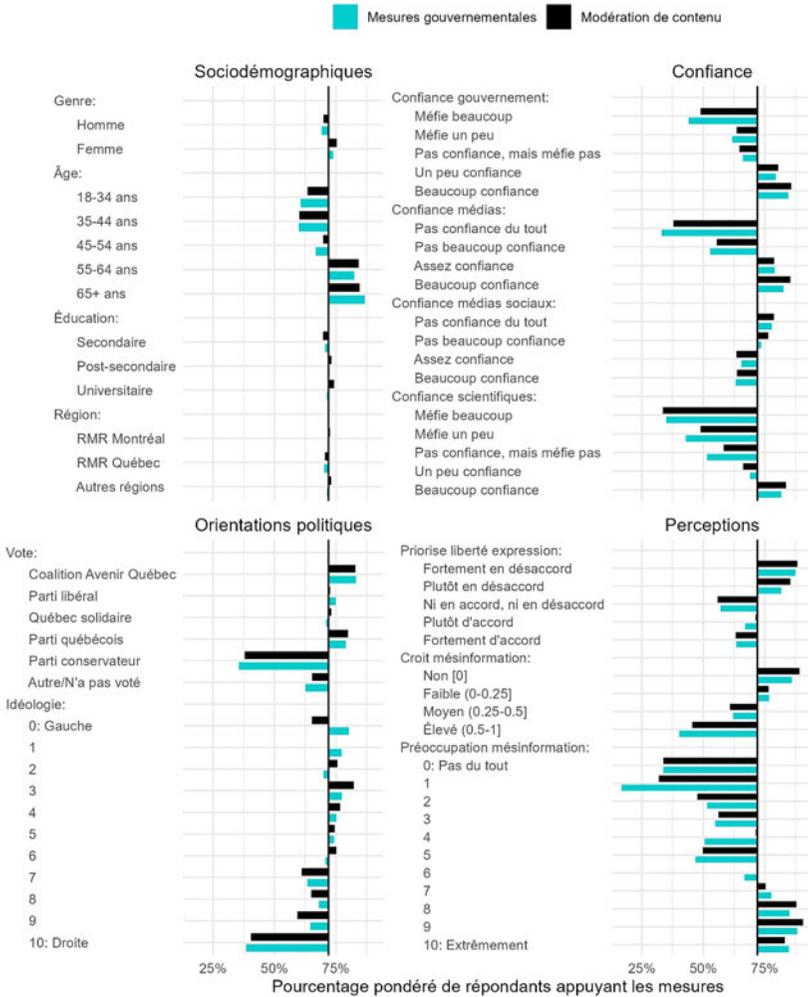


Figure 2. Pourcentage pondéré de répondants appuyant la modération de contenu et des mesures gouvernementales plus fortes pour lutter contre la mésinformation par catégorie de réponses. La ligne verticale correspond au niveau moyen d'appui dans la population (72%).

mésinformation ($\beta = -1.24$ et -1.23 point en comparaison aux partisans de la Coalition avenir Québec). Le niveau d'appui pour la modération de contenu est aussi statistiquement moins élevé chez les partisans du Parti québécois ($\beta = -0.21$) et de Québec solidaire ($\beta = -0.24$), bien que la différence soit moins marquée que dans le cas du Parti conservateur.

L'opposition des partisans du Parti conservateur pourrait en partie s'expliquer par leur méfiance envers les institutions. En effet, le pourcentage pondéré de répondants ayant confiance dans le gouvernement provincial, les médias traditionnels et les scientifiques est de respectivement 16, 33 et 64 % chez les partisans du Parti conservateur, comparativement à 50, 81 et 79 % au minimum chez les partisans des autres

Tableau 1. Modèles linéaires examinant les déterminants de l'appui pour la modération de contenu et pour des mesures gouvernementales plus fortes contre la désinformation. Erreurs types entre parenthèses

	(1) Modération	(2) Gouvernement	(3) Modération	(4) Gouvernement	(5) Modération	(6) Gouvernement	(7) Modération	(8) Gouvernement
Bloc 1 : Variables sociodémographiques								
Femme	0.23 (0.06)***	0.21 (0.06)***	0.16 (0.06)**	0.16 (0.06)**	0.16 (0.06)**	0.14 (0.06)*	0.10 (0.06) ⁺	0.09 (0.05) ⁺
Âge	0.75 (0.08)***	0.69 (0.07)***	0.69 (0.09)***	0.60 (0.08)***	0.49 (0.09)***	0.40 (0.08)***	0.35 (0.08)***	0.27 (0.08)***
Éducation	0.15 (0.07)*	0.01 (0.07)	0.14 (0.08) ⁺	-0.04 (0.07)	-0.04 (0.08)	-0.23 (0.07)**	-0.15 (0.07)*	-0.32 (0.07)***
RMR Québec	-0.06 (0.10)	-0.05 (0.09)	0.04 (0.10)	0.05 (0.09)	-0.01 (0.10)	-0.01 (0.09)	-0.07 (0.09)	-0.05 (0.08)
Autre région	0.03 (0.06)	0.00 (0.06)	0.09 (0.07)	0.04 (0.06)	0.06 (0.06)	0.00 (0.06)	0.08 (0.06)	0.01 (0.06)
Bloc 2 : Orientations politiques								
Idéologie			-0.64 (0.16)***	-0.46 (0.15)**	-0.45 (0.16)**	-0.33 (0.15)*	-0.19 (0.15)	-0.08 (0.14)
Vote: PLQ			-0.03 (0.11)	0.06 (0.10)	0.14 (0.11)	0.21 (0.11)*	0.04 (0.10)	0.09 (0.10)
Vote: QS			-0.24 (0.10)*	-0.01 (0.09)	-0.13 (0.10)	0.10 (0.09)	-0.16 (0.09) ⁺	0.03 (0.09)
Vote: PQ			-0.21 (0.09)*	-0.10 (0.09)	-0.19 (0.09)*	-0.08 (0.08)	-0.19 (0.08)*	-0.13 (0.08) ⁺
Vote: PCQ			-1.24 (0.11)***	-1.23 (0.11)***	-0.69 (0.12)***	-0.65 (0.12)***	-0.50 (0.12)***	-0.47 (0.11)***
Autre/Pas voté			-0.20 (0.11) ⁺	-0.09 (0.10)	0.04 (0.11)	0.14 (0.10)	-0.06 (0.10)	0.03 (0.10)
Bloc 3 : Confiance								
Gouvernement					0.20 (0.12)	0.24 (0.12)*	0.17 (0.11)	0.20 (0.11) ⁺
Médias					0.55 (0.13)***	0.73 (0.12)***	0.29 (0.12)*	0.53 (0.12)***
Médias sociaux					-0.48 (0.12)***	-0.49 (0.12)***	-0.26 (0.12)*	-0.29 (0.11)**
Scientifiques					0.91 (0.14)***	0.66 (0.13)***	0.40 (0.14)**	0.20 (0.14)
Bloc 4 : Perceptions de la désinformation								
Préoccupé							1.43 (0.13)***	1.66 (0.12)***
Liberté expression							-0.44 (0.09)***	-0.35 (0.08)***
Croit désinformation							-0.86 (0.17)***	-0.70 (0.16)***
Intercept	3.59 (0.09)***	3.64 (0.08)***	4.18 (0.14)***	4.09 (0.13)***	3.03 (0.19)***	3.07 (0.18)***	2.97 (0.22)***	2.70 (0.21)***
N	1437	1439	1195	1199	1138	1135	1091	1088
R ²	0.071	0.066	0.207	0.205	0.291	0.296	0.417	0.439
R ² Aj.	0.066	0.061	0.198	0.196	0.280	0.285	0.406	0.429
RMSE	1.08	1.05	1.01	0.98	0.97	0.94	0.89	0.85

Catégories de référence : Région : RMR Montréal, Vote : CAQ

+ p < 0.1, * p < 0.05, ** p < 0.01, *** p < 0.001

partis. Ces variables de confiance sont introduites dans les modèles 5 et 6. Comme attendu, ceux ayant un niveau élevé de confiance envers les médias ($\beta = 0.55$ et 0.73) et les scientifiques ($\beta = 0.91$ et 0.66) sont plus susceptibles d'appuyer les interventions visant à contrer la mésinformation. La confiance envers le gouvernement exerce un rôle moins important, bien qu'il augmente l'appui aux mesures gouvernementales ($\beta = 0.24$). Enfin, avoir une confiance élevée dans les médias sociaux en tant que source d'information est associé à une diminution d'environ un demi-point ($\beta = -0.48$ et -0.49) du niveau d'appui sur l'échelle de 1 à 5.

Finalement, comme montré dans les modèles 7 et 8, être préoccupé par la mésinformation est l'un des déterminants les plus importants, l'appui aux mesures étant environ 1.5 point ($\beta = 1.43$ et 1.66) plus élevé chez ceux ayant un haut niveau de préoccupation (10/10) par rapport à ceux n'étant pas du tout préoccupés (0/10). Les questions liées à la liberté d'expression jouent aussi un rôle. La probabilité de s'opposer aux initiatives contre la mésinformation augmente significativement lorsqu'un individu croit que les politiciens devraient avoir l'opportunité de s'exprimer librement même lorsque ce qu'ils avancent est faux ($\beta = -0.44$ et -0.35). Finalement, les individus croyant la mésinformation sur la COVID-19, les changements climatiques et la fraude électorale sont plus susceptibles de s'opposer aux mesures visant à la combattre ($\beta = -0.86$ et -0.70). En somme, les résultats suggèrent que l'opposition aux initiatives contre la mésinformation s'explique principalement par la politisation de l'enjeu, le manque de confiance envers les médias traditionnels et les scientifiques chez certains segments de l'électorat et les perceptions de la mésinformation.

Conclusion

Qui est favorable aux interventions contre la mésinformation ? Malgré l'importance de la lutte aux fausses informations dans les débats publics au cours des dernières années, cette question a reçu peu d'attention, surtout à l'extérieur des États-Unis. En s'appuyant sur les données du *Projet sur la désinformation électorale au Québec*, cette étude montre comment l'appui des citoyens varie en fonction de leurs caractéristiques sociodémographiques, de leurs orientations politiques, de leur confiance envers les institutions et de leurs perceptions de la mésinformation et de la liberté d'expression. L'article souligne l'existence de différences idéologiques similaire à celles observées aux États-Unis, mais met aussi en lumière certaines dynamiques propres au contexte québécois, incluant l'absence de différences régionales majeures et l'espace occupé par le Parti conservateur du Québec sur cet enjeu.

Les résultats montrent que le niveau d'appui est élevé dans la population. Seul un petit nombre de groupes sociaux ne sont pas majoritairement en faveur de la modération de contenu et de mesures gouvernementales plus fortes contre la mésinformation. Conformément à ce qui est observé dans d'autres démocraties occidentales (Jhaver 2023; Skaaning et Krishnarajan 2021), les femmes et les personnes plus âgées sont plus favorables aux initiatives contre la mésinformation. L'appui pour la modération de contenu augmente aussi avec le niveau d'éducation. Toutefois, contrairement à ce qui était attendu, les résidents de la région de Québec sont aussi favorables aux interventions contre la mésinformation que ceux de la région de Montréal.

La littérature nous amenait à penser que ceux ayant une idéologie de droite ou appuyant le Parti conservateur du Québec auraient des attitudes plus négatives à l'égard des initiatives contre la mésinformation, que ce soit en raison de différences de valeurs, de leur plus grande méfiance envers les institutions (Bélanger et al. 2023; Drouin et Giasson 2024) ou des accusations de censure formulées à l'égard de ces interventions (Taylor 2024; Duhaime 2021). Les résultats sont conformes à ces attentes.

Comme anticipé, considérant notamment le rôle joué par les journalistes et les scientifiques dans la vérification des faits (Vraga et Bode 2020; Sauvé 2019), l'appui pour les interventions contre la mésinformation est moins élevé parmi ceux qui ne font pas confiance aux gouvernements, aux médias et aux scientifiques (mais ont confiance dans l'information non modérée présente sur les plateformes). Ces résultats expliquent en partie les différences partisans, la différence entre les partisans de la Coalition Avenir Québec et ceux du Parti conservateur du Québec diminuant de près de moitié lorsque l'on tient compte du faible niveau de confiance de ces derniers. Ces résultats soulignent la nécessité de mieux communiquer la méthode et les résultats scientifiques et d'améliorer les pratiques en matière de vérification des faits afin de renforcer la confiance des citoyens (Xue et al. 2024).

Finalement, l'analyse met en évidence que le niveau de préoccupation des citoyens à l'égard de la mésinformation est un déterminant essentiel de leur soutien aux mesures visant à y faire face. Elle souligne également que ceux qui ont tendance à prioriser la liberté d'expression ou à croire les fausses informations ont une plus grande propension à s'opposer aux mesures visant à la combattre. Ces résultats sont cohérents avec les études montrant que les personnes vulnérables à la mésinformation sont moins exposées à la vérification des faits (Guess, Nyhan, et Reifler 2020).

Puisque les personnes ciblées par les mesures contre la mésinformation ont tendance à être plus méfiantes envers les sources reconnues d'information, nos résultats suggèrent qu'une plus grande attention devrait être portée à l'acceptabilité et l'efficacité des mesures décentralisées de lutte contre la mésinformation, telles que les Notes de la Communauté, une fonctionnalité permettant aux utilisateurs des médias sociaux d'ajouter du contexte aux publications jugées trompeuses (Pareek et Goncalves 2024; Martel et al. 2024), en tant que compléments aux mesures plus centralisées. Seule la superposition d'une diversité d'interventions, incluant la vérification des faits et la modération de contenu, mais aussi la correction par les pairs, les étiquettes (pour identifier le contenu généré par l'intelligence artificielle, par exemple) et la littératie numérique permettra d'efficacement combattre la mésinformation (Bode et Vraga 2021).

Cette étude demeure corrélationnelle et repose sur des hypothèses quant à l'ordre des variables dans la chaîne de causalité et l'absence de variables omises pouvant influencer les résultats. De plus, l'adhésion aux interventions contre la mésinformation dépend du type de contenu et des acteurs qui le propagent (Kozyreva et al. 2023; Skaaning et Krishnarajan 2021). Davantage de transparence de la part des plateformes et un plus grand accès aux données permettraient de mieux comprendre comment fonctionne la modération de contenu, d'identifier et d'éliminer les biais, notamment envers les communautés racisées (Haimson et al. 2021), et, pour les chercheurs comme pour les citoyens, d'avoir des opinions plus informées sur le sujet.

En conclusion, cette étude offre un portrait détaillé de l'appui aux initiatives visant à lutter contre la désinformation. Les quelques analyses comparatives existantes indiquent que des explications similaires sont à l'œuvre dans d'autres pays (Lyons et al. 2020). Malgré un fort soutien général, les résultats soulignent l'importance de diversifier les interventions et de renforcer la confiance dans les institutions afin d'assurer la légitimité et l'efficacité des interventions auprès des principaux publics cibles.

Remerciements

L'auteur aimerait remercier Éric Bélanger, Olivier Bergeron-Boutin et les évaluateurs et éditeurs de la revue pour leurs commentaires pertinents, ainsi qu'Aengus Bridgman et Taylor Owen, qui ont rendu possible la collecte de données. Mathieu Lavigne reconnaît le soutien financier du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada sous la forme de bourse postdoctorale.

Disponibilité du matériel

Le matériel nécessaire pour reproduire cette étude est disponible via le Harvard Dataverse: <<https://doi.org/10.7910/DVN/EO16LA>>.

Supplementary Material. The supplementary material for this article can be found at <https://doi.org/10.1017/S000842392400043X>

Notes

1 La littérature suggère qu'il n'existe pas de biais idéologiques dans la modération de contenu lorsque l'on contrôle statistiquement pour la violation des règles d'utilisation des plateformes (Barrett et Sims 2021; Jiang, Robertson, et Wilson 2019).

2 La relation entre la confiance et l'adhésion à la désinformation dépend du système politique. Dans un régime autoritaire où la liberté de presse est faible, faire confiance au gouvernement et aux médias augmente la vulnérabilité des individus face à la propagande gouvernementale. Cela est aussi vrai dans un régime où le gouvernement et les médias diffusent fréquemment de fausses informations.

3 L'appui aux mesures gouvernementales, le niveau de préoccupation et les opinions à l'égard de la liberté d'expression ont seulement été mesurés dans la vague postélectorale. Les résultats sont similaires lorsque les données de la vague préélectorale sont utilisées pour mesurer l'appui à la modération de contenu et au fait de bannir des plateformes les utilisateurs propageant de fausses informations (Tableau B2).

4 L'adhésion aux mesures contre la désinformation pourrait être légèrement surestimée dans la mesure où une portion non négligeable du sondage portait sur la désinformation, ce qui pourrait avoir un effet d'amorçage. Toutefois, les personnes susceptibles de s'y opposer le plus fortement (par exemple, les partisans du Parti conservateur ayant un haut niveau de méfiance envers les institutions) ont des opinions plus négatives à l'égard des sondages (Lavigne et al. 2023) et sont donc moins portés à y répondre. La présente recherche s'intéresse moins au niveau exact d'appui qu'aux facteurs influençant les opinions des citoyens.

5 Certaines questions donnaient suite à une expérimentation examinant si discuter de possibles biais idéologiques dans les débats publics sur la désinformation influence les perceptions. Cette expérimentation fait l'objet d'une publication séparée. Le traitement n'a eu aucun effet sur les perceptions de la désinformation et l'appui aux mesures. Il est néanmoins inclus comme variable contrôle afin d'assurer l'intégrité des résultats. Les résultats sont cohérents lorsque les données préélectorales sont utilisées (Tableau B2) et lorsque l'échantillon est restreint aux répondants assignés au groupe contrôle (Tableau B3).

6 On pourrait anticiper des différences linguistiques en raison d'une exposition différenciée aux débats américains sur la désinformation. Les données ne montrent aucune différence entre ceux parlant uniquement le français, uniquement l'anglais ou les deux langues.

Références

- Agence France-Presse. 2023. “Tech Firms Roll Back Misinformation Curbs Ahead of 2024 Polls.” *RFI*, 25 septembre. <<https://www.rfi.fr/en/business-and-tech/20230925-tech-firms-roll-back-misinformation-curbs-ahead-of-2024-polls>>.
- Aguerri, Jesús C., Fernando Miró-Llinares, et Ana B. Gómez-Bellví. 2023. “Consensus on Community Guidelines: An Experimental Study on the Legitimacy of Content Removal in Social Media.” *Humanities and Social Sciences Communications* 10 (1): 1–11.
- Altay, Sacha, Manon Berriche, et Alberto Acerbi. 2023. “Misinformation on Misinformation: Conceptual and Methodological Challenges.” *Social Media + Society* 9 (1).
- Altay, Sacha, Rasmus Kleis Nielsen, et Richard Fletcher. 2024. “News Can Help! The Impact of News Media and Digital Platforms on Awareness of and Belief in Misinformation.” *The International Journal of Press/Politics* 29 (2): 459–484.
- Barrett, Paul M., et J. Grant Sims. 2021. “False Accusation: The Unfounded Claim that Social Media Companies Censor Conservatives.” *NYU Stern Center for Business and Human Rights*. <https://static1.squarespace.com/static/5b6df958f8370af3217d4178/t/60187b5f45762e708708c8e9/1612217185240/NYU+False+Accusation_2.pdf>. (Consulté le 22 mai 2022.)
- Bélanger, Éric, Philippe Mongrain, Thomas Gareau Paquette, et Valérie-Anne Mahéo. 2023. “A Party That Went Viral? The Drivers of Support for the Parti Conservateur du Québec in the 2022 Election.” Conférence annuelle de l’Association canadienne de science politique, Toronto.
- Bernier, Marc-François, et Marie-Eve Carignan. 2023. “Rapport de recherche du sondage sur la crédibilité, la confiance et l’imputabilité des médias d’information et des journalistes du Québec.” *Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l’extrémisme violents*. <<https://chaireunesco-prev.ca/rapport-medias-2023/>>. (Consulté le 1^{er} mai 2024.)
- Bode, Leticia, et Emily Vraga. 2021. “The Swiss Cheese Model for Mitigating Online Misinformation.” *Bulletin of the Atomic Scientists* 77 (3): 129–133.
- Bridgman, Aengus, Mathieu Lavigne, Melissa Baker, Anthony Burton, Christopher Ross, Danielle Bohonos, Jaclyn Victor, et al. 2022. “Mis- and Disinformation During the 2021 Canadian Federal Election.” *Media Ecosystem Observatory*. <<https://doi.org/10.31219/osf.io/ubfmx>>. (Consulté le 1^{er} mars 2024.)
- Bridgman, Aengus, Eric Merkley, Peter John Loewen, Taylor Owen, Derek Ruths, Lisa Teichmann, et Oleg Zhilin. 2020. “The Causes and Consequences of COVID-19 Misperceptions: Understanding the Role of News and Social Media.” *The Harvard Kennedy School Misinformation Review* 1.
- Brin, Colette. 2000. “L’influence stratégique des journalistes politiques dans un contexte de tension normative: la couverture électorale à la télévision de Radio-Canada.” *Les Cahiers du journalisme* 8: 44–58.
- Brin, Colette, Sébastien Charlton, et Annie Marois. 2023. “Digital News Report Canada: Synthèse des données 2023.” *Centre d’études sur les médias*. <<https://www.cem.ulaval.ca/wp-content/uploads/2023/06/dnrcanada2023f.pdf>>.
- Bruns, Axel. 2018. *Gatewatching and News Curation: Journalism, Social Media, and the Public Sphere*. New York: Peter Lang.
- Calice, Mikhaila N., Luye Bao, Isabelle Freiling, Emily Howell, Michael A. Xenos, Shiyu Yang, Dominique Brossard, Todd P. Newman, et Dietram A. Scheufele. 2023. “Polarized Platforms? How Partisanship Shapes Perceptions of ‘Algorithmic News Bias.’” *New Media & Society* 25 (11): 2833–2854.
- Canada. 2022. “Article 1–Limites raisonnables.” *Ministère de la Justice*. <<https://www.justice.gc.ca/fra/sjc-csj/dlc-rcf/ccdl-ccrf/check/art1.html>>. (Consulté le 22 mai 2024.)
- Canadian Constitution Foundation v. Canada* (Attorney General). 2021. ONSC 1224 (CanLII).
- Carignan, Marie-Eve, David Morin, Marie-Laure Daxhelet, Sylvain Bédard, Olivier Champagne-Poirer, Emmanuel Choquette, Guilhem Aliaga, Yanni Khennache, et Esaïe Kuitche Kamela. 2022. “Le mouvement conspirationniste au Québec: Leaders, discours et adhésion.” *Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l’extrémisme violents*. <https://chaireunesco-prev.ca/wp-content/uploads/2022/06/UNESCO-PREV_RapportRecherche_MEL_final.pdf>. (Consulté le 6 juin 2023.)
- Charte canadienne des droits et libertés, partie I de la *Loi constitutionnelle de 1982*, constituant l’annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canada* (R.-U.), 1982, c. 11.
- Charte des droits et libertés de la personne*, RLRQ c C-12.
- Cheng, John W., Hitoshi Mitomo, Artima Kamplean, et Youngkyoung Seo. 2021. “Lesser Evil? Public Opinion on Regulating Fake News in Japan, South Korea, and Thailand—A Three-Country Comparison.” *Telecommunications Policy* 45 (9).

- Christensen, Michael. 2022. "Disinformation and the Return of Mass Society Theory." *Canadian Journal of Communication* 47 (4): 621–644.
- Cologna, Viktoria, Niels G. Mede, Sebastian Berger, John Besley, Cameron Brick, Marina Joubert, Edward Maibach, et al. 2024. "Trust in Scientists and Their Role in Society across 67 Countries." <<https://osf.io/preprints/osf/6ay7s>>. (Consulté le 14 février 2024.)
- Conseil des académies canadiennes. 2023. "Lignes de faille." Comité d'experts sur les conséquences socioéconomiques de la mésinformation en science et en santé. <<https://www.rapports-cac.ca/wp-content/uploads/2023/02/Rapport-Lignes-de-faille-digital.pdf>>. (Consulté le 2 mai 2024.)
- Dalton, Russell J. 2017. "Political Trust in North America." Dans *Handbook on Political Trust*, édité par Sonja Zmerli et Tom W.G. van der Meer, 375–394. Cheltenham: Edward Elgar Publishing.
- Daoust, Jean-François. 2017. "Le mystère de Québec." *Politique et Sociétés* 36 (2): 143–158.
- Dawood, Yasmin. 2021. "Combatting Foreign Election Interference: Canada's Electoral Ecosystem Approach to Disinformation and Cyber Threats." *Election Law Journal: Rules, Politics, and Policy* 20 (1): 10–31.
- Donovan, Joan. 2020. "Social-Media Companies Must Flatten the Curve of Misinformation." *Nature*, 14 avril. <<https://www.nature.com/articles/d41586-020-01107-z>>. (Consulté le 12 mai 2024.)
- Douek, Evelyn. 2021. "Governing Online Speech: From 'Posts-As-Trumps' to Proportionality and Probability." *Columbia Law Review* 121 (3): 759–833.
- Drouilly, Pierre. 2012. "La structure des appuis aux partis politiques québécois, 1998–2008." Dans *Les partis politiques québécois dans la tourmente: mieux comprendre et évaluer leur rôle*, édité par Réjean Pelletier, 131–168. Québec: Presses de l'Université Laval.
- Drouin, Jérémie, et Thierry Giasson. 2024. "Anatomie d'un populisme émergent? La communication en ligne du Parti conservateur du Québec." *Revue canadienne de science politique* 57: 427–451.
- Duhaime, Éric. 2021. "Pétition contre la censure au Québec." <<https://ericduhaim.quebec/censure/>>. (Consulté le 14 mai 2024.)
- Egelhofer, Jana Laura, et Sophie Lecheler. 2019. "Fake News as a Two-Dimensional Phenomenon: A Framework and Research Agenda." *Annals of the International Communication Association* 43 (2): 97–116.
- Franks, Bradley, Adrian Bangerter, Martin W. Bauer, Matthew Hall, et Mark C. Noort. 2017. "Beyond 'Monologicality'? Exploring Conspiracist Worldviews." *Frontiers in Psychology* 8: 1–16.
- Garrett, R. Kelly, et Robert M. Bond. 2021. "Conservatives' Susceptibility to Political Misperceptions." *Science Advances* 7 (23): 1–9.
- Gidengil, Elisabeth, André Blais, Joanna Everitt, Patrick Fournier, et Neil Nevitte. 2012. *Dominance and Decline: Making Sense of Recent Canadian Elections*. Toronto: University of Toronto Press.
- González-Bailón, Sandra, David Lazer, Pablo Barberá, Meiqing Zhang, Hunt Allcott, Taylor Brown, Adriana Crespo-Tenorio, et al. 2023. "Asymmetric Ideological Segregation in Exposure to Political News on Facebook." *Science* 381 (6656): 392–398.
- Guess, Andrew M., Brendan Nyhan, et Jason Reifler. 2020. "Exposure to Untrustworthy Websites in the 2016 US Election." *Nature Human Behaviour* 4 (5): 472–480.
- Haimson, Oliver L., Daniel Delmonaco, Peipei Nie, et Andrea Wegner. 2021. "Disproportionate Removals and Differing Content Moderation Experiences for Conservative, Transgender, and Black Social Media Users: Marginalization and Moderation Gray Areas." *Proceedings of the ACM on Human-Computer Interaction* 5 (CSCW2): 1–35.
- Hameleers, Michael. 2020. "We Are Right, They Are Wrong: The Antagonistic Relationship Between Populism and Discourses of (Un)truthfulness." *disClosure: A Journal of Social Theory* 29: 104–120.
- Hébert, Virginie, Colin Scott, Valérie-Anne Mahéo, Philip Jackson, et Colette Brin. 2022. "Les jeunes adultes québécois face à la désinformation et la mésinformation—Évaluation d'ateliers éducatifs en mode mobile." *Centre d'études sur les médias*. <<https://www.cem.ulaval.ca/publications/jeunes-adultes-desinfo-evaluation-ateliers-educatifs/>>. (Consulté le 3 novembre 2023.)
- Hersh, Eitan, et Yanna Krupnikov. 2023. "Introduction to Freedom of Expression in an Age of Social Media, Misinformation, and Political Polarization." *PS: Political Science & Politics* 56 (2): 219–221.
- Hetherington, Marc J. 2005. *Why Trust Matters: Declining Political Trust and the Demise of American Liberalism*. Princeton: Princeton University Press.
- Hickey, Daniel, Mathews Schmitz, Daniel Fessler, Paul E. Smaldino, Goran Muric, et Keith Burghardt. 2023. "Auditing Elon Musk's Impact on Hate Speech and Bots." *Proceedings of the International AAAI Conference on Web and Social Media* 17:1133–1137.

- Hogue, Marie-Josée. 2024. "Enquête publique sur l'ingérence étrangère dans les processus électoraux et les institutions démocratiques fédéraux." *Rapport initial*. <https://commissioningerenceetrangere.ca/fileadmin/user_upload/Commission_sur_l_ingerence_etrangere_-_Rapport_initial_mai_2024_-_Digitale.pdf>. (Consulté le 22 mai 2024.)
- Humprecht, Edda, Frank Esser, et Peter Van Aelst. 2020. "Resilience to Online Disinformation: A Framework for Cross-National Comparative Research." *The International Journal of Press/Politics* 25 (3): 493–516.
- Jang, Heesoo, Bridget Barrett, et Shannon C. McGregor. 2024. "Social Media Policy in Two Dimensions: Understanding the Role of Anti-Establishment Beliefs and Political Ideology in Americans' Attribution of Responsibility Regarding Online Content." *Information, Communication & Society* 27 (6): 1047–1072.
- Jhaver, Shagun. 2023. "Bans vs. Warning Labels: Examining Support for Community-wide Moderation Interventions." *arXiv*. <<https://doi.org/10.48550/arXiv.2307.11880>>. (Consulté le 4 mai 2024.)
- Jiang, Shan, Ronald E. Robertson, et Christo Wilson. 2019. "Bias Misperceived: The Role of Partisanship and Misinformation in YouTube Comment Moderation." *Proceedings of the International AAAI Conference on Web and Social Media* 13: 278–289.
- Kozyreva, Anastasia, Stefan M. Herzog, Stephan Lewandowsky, Ralph Hertwig, Philipp Lorenz-Spreen, Mark Leiser, et Jason Reifler. 2023. "Resolving Content Moderation Dilemmas between Free Speech and Harmful Misinformation." *Proceedings of the National Academy of Sciences* 120 (7).
- Kubin, Emily, Christian von Sikorski, et Kurt Gray. 2024. "Political Censorship Feels Acceptable When Ideas Seem Harmful and False." *Political Psychology*: 1–21.
- La Presse Canadienne. 2022. "Jour 5 de la campagne électorale: La sécurité des élus éclipse tous les autres enjeux." *L'Actualité*, 1 septembre. <<https://lactualite.com/actualites/jour-5-de-la-campagne-electorale-la-securite-des-elus-eclipse-les-autres-enjeux/>>.
- Langlois, Simon, et Florian Sauvageau. 2021. "La confiance envers les médias et la désinformation en contexte de pandémie." *Centre d'études sur les médias*. <<https://www.cem.ulaval.ca/wp-content/uploads/2021/04/cem-confmediaqueb-2021.pdf>>. (Consulté le 13 novembre 2022.)
- Larouche, Vincent, et Philippe Teisreira-Lessard. 2018. "Des « trolls » russes ont attaqué le Canada." *La Presse*, 15 novembre. <<https://www.lapresse.ca/actualites/201811/14/01-5204255-des-trolls-russes-ont-attaque-le-canada.php>>.
- Latzko-Toth, Guillaume. 2018. "Les 'fausses nouvelles', éléments d'un écosystème médiatique alternatif?" *Dans Les fausses nouvelles: Nouveaux visages, nouveaux défis*, édité par Florian Sauvageau, Simon Thibault, et Pierre Trudel, 51–62. Québec: Presses de l'Université Laval.
- Lavigne, Mathieu, Éric Bélanger, Richard Nadeau, Jean-François Daoust, et Erick Lachapelle. 2022. "Hide and Seek: The Connection between False Beliefs and Perceptions of Government Transparency." *Harvard Kennedy School Misinformation Review* 3 (2): 1–13.
- Lavigne, Mathieu, Maxime Blanchard, Anne Imouza, Aengus Bridgman, Chloé Staller, Kalagirwa Namahoro, Ella Noel, Catherine Perron, Phaedra de Saint-Rome, et Taylor Owen. 2023. "Analyse du rôle de la désinformation lors de l'élection provinciale québécoise de 2022." *Media Ecosystem Observatory*. <<https://doi.org/10.31219/osf.io/wam45>>. (Consulté le 2 mars 2024.)
- Lavigne, Mathieu, et Aengus Bridgman. 2023. "Une barrière linguistique? How Language Influences the Spread of U.S.-Based COVID-19 Misinformation." Conférence annuelle de l'Association canadienne de science politique, Toronto.
- Lee, Francis L. F. 2022. "What Constitutes Disinformation? Disinformation Judgment, Influence of Partisanship, and Support for Anti-Disinformation Legislation." *Journalism & Mass Communication Quarterly*: 1–20.
- Lenz, Gabriel S. 2013. *Follow the Leader?: How Voters Respond to Politicians' Policies and Performance*. Chicago: University of Chicago Press.
- Linden, Sander van der, Costas Panagopoulos, et Jon Roozenbeek. 2020. "You Are Fake News: Political Bias in Perceptions of Fake News." *Media, Culture & Society* 42 (3): 460–470.
- Lyons, Ben, Vittorio Mérola, Jason Reifler, et Florian Stoeckel. 2020. "How Politics Shape Views Toward Fact-Checking: Evidence from Six European Countries." *The International Journal of Press/Politics* 25 (3): 469–492.
- Mahéo, Valérie-Anne, Éric Bélanger, Laura B. Stephenson, et Allison Harell. 2023. "2022 Quebec Election Study." *Harvard Dataverse*. <<https://doi.org/10.7910/DVN/PAQBDR>>. (Consulté le 10 juin 2024.)

- Martel, Cameron, Jennifer Allen, Gordon Pennycook, et David G. Rand. 2024. "Crowds Can Effectively Identify Misinformation at Scale." *Perspectives on Psychological Science* 19 (2): 477–488.
- Merkley, Eric, et Peter John Loewen. 2021. "Anti-Intellectualism and the Mass Public's Response to the COVID-19 Pandemic." *Nature Human Behaviour* 5 (6): 706–715.
- Miller, Warren Edward, et J. Merrill Shanks. 1996. *The New American Voter*. Cambridge: Harvard University Press.
- Mosleh, Mohsen, et David G. Rand. 2022. "Measuring Exposure to Misinformation from Political Elites on Twitter." *Nature Communications* 13 (1): 1–9.
- Newman, Nic, Richard Fletcher, Craig T. Robertson, Amy Ross Arguedas et Rasmus Kleis Nielsen. 2024. "Reuters Institute Digital News Report 2024." *Reuters Institute for the Study of Journalism*. <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/sites/default/files/2024-06/RISJ_DNR_2024_Digital_v10%20lr.pdf>. (Consulté le 17 juin 2024.)
- Norris, Pippa. 1999. *Critical Citizens: Global Support for Democratic Government*. Oxford: Oxford University Press.
- Office québécois de la langue française. 2019. "mésinformation." <<https://vitrinelinguistique.oqlf.gouv.qc.ca/fiche-gdt/fiche/26556735/mesinformation>>. (Consulté le 2 mai 2024.)
- Office québécois de la langue française. 2024. "Des mots et des clics: #VocabulaireDesRéseauxSociaux." <<https://www.oqlf.gouv.qc.ca/ressources/bibliotheque/dictionnaires/VocabulairesPDF/vocabulaire-reseaux-sociaux.pdf>>. (Consulté le 2 mai 2024.)
- Oremus, Will. 2022. "Want to Regulate Social Media? The First Amendment May Stand in the Way." *Washington Post*, 30 mai. <<https://www.washingtonpost.com/technology/2022/05/30/first-amendment-social-media-regulation/>>. (Consulté le 22 mai 2024.)
- Pareek, Saumya, et Jorge Goncalves. 2024. "Peer-Supplied Credibility Labels as an Online Misinformation Intervention." *International Journal of Human-Computer Studies* 188: 1–17.
- Patrimoine canadien. 2022. "Aider les citoyens à renforcer leur pensée critique et leur résilience face aux dangers de la désinformation en ligne." *Gouvernement du Canada*. <<https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/nouvelles/2019/07/fiche-dinformation--aider-les-citoyens-a-renforcer-leur-pensee-critique-et-leur-resilience-face-aux-dangers-de-la-desinformation-en-ligne.html>>. (Consulté le 14 mai 2024.)
- Pickup, Mark, Dominik Stecula, et Clifton van der Linden. 2022. "Who Shares Conspiracy Theories and Other Misinformation about COVID-19 Online: Survey Evidence from Five Countries." *Journal of Quantitative Description: Digital Media* 2: 1–38.
- Primig, Florian. 2024. "The Influence of Media Trust and Normative Role Expectations on the Credibility of Fact Checkers." *Journalism Practice* 18 (5): 1137–1157.
- Proulx, Serge. 2018. "L'accusation de fake news : médias sociaux et effets politiques." *Dans Les fausses nouvelles: Nouveaux visages, nouveaux défis*, édité par Florian Sauvageau, Simon Thibault, et Pierre Trudel, 63–75. Québec: Presses de l'Université Laval.
- Proulx, Serge, Mélanie Millette, et Lorna Heaton. 2012. *Médias sociaux: Enjeux pour la communication*. Québec: Les Presses de l'Université du Québec.
- Public Policy Forum. 2017. "The Shattered Mirror: News, Democracy, and Trust in the Digital Age." <<https://shatteredmirror.ca/wp-content/uploads/theShatteredMirror.pdf>>. (Consulté le 18 mai 2023.)
- Radio-Canada. 2022. "Des candidats du Parti conservateur du Québec partagent des thèses complotistes." *Radio-Canada*. 28 juillet. <<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1901431/parti-conservateur-quebec-complot-candidats-desinformation-medicale-covid-19>>. (Consulté le 10 août 2023.)
- Riedl, Martin J., Kelsey N. Whipple, et Ryan Wallace. 2022. "Antecedents of Support for Social Media Content Moderation and Platform Regulation: The Role of Presumed Effects on Self and Others." *Information, Communication & Society* 25 (11): 1632–1649.
- Saltz, Emily, Soubhik Barari, Claire Leibowicz, et Claire Wardle. 2021. "Misinformation Interventions Are Common, Divisive, and Poorly Understood." *Harvard Kennedy School Misinformation Review* 2 (5): 1–17.
- Sauvageau, Florian, et Simon Thibault. 2018. "Introduction." *Dans Les fausses nouvelles: Nouveaux visages, nouveaux défis*, édité par Florian Sauvageau, Simon Thibault, et Pierre Trudel, 1–14. Québec: Presses de l'Université Laval.
- Sauvé, Mathieu-Robert. 2019. "Les fake news dans les médias du Québec: perceptions des journalistes." <<https://savoirs.usherbrooke.ca/handle/11143/15993>>. (Consulté le 14 mai 2024.)
- Shin, Jieun, et Kjerstin Thorson. 2017. "Partisan Selective Sharing: The Biased Diffusion of Fact-Checking Messages on Social Media." *Journal of Communication* 67 (2): 233–255.

- Skaaning, Svend-Erik, et Suthan Krishnarajan. 2021. "Who Cares About Free Speech? Findings from a Global Survey of Support for Free Speech." *Justitia*. <https://futurefreespeech.com/wp-content/uploads/2021/06/Report_Who-cares-about-free-speech_21052021.pdf>. (Consulté le 11 août 2023.)
- Statistique Canada. 2023. "Préoccupations concernant la mésinformation en ligne, 2023." *Le Quotidien*, 20 décembre. <<https://www.50.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/231220/dq231220b-fra.htm>>.
- Statistique Canada. 2024. "La confiance à l'égard des institutions et des médias, 2023." *Le Quotidien*, 13 février. <<https://www.50.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/240213/dq240213a-fra.htm>>.
- Stephenson, Laura B., Allison Harell, Daniel Rubenson, et Peter John Loewen. 2023. "2021 Canadian Election Study (CES)." *Harvard Dataverse*. <<https://doi.org/10.7910/DVN/XBZHKC>>. (Consulté le 3 avril 2024.)
- Taylor, Stephanie. 2024. "Près de 60% des Canadiens estiment que la liberté d'expression est menacée." *Le Devoir*, 3 mai. <<https://www.ledevoir.com/societe/812173/pres-six-canadiens-sur-dix-jugent-liberte-expression-menacee>>.
- Thibault, Simon, Colin Scott, Frédérick Bastien, et Colette Brin. 2023. « Le «mystère de Québec» et son environnement médiatique. » *Politique et Sociétés* 42 (2): 59–84.
- Tong, Chau, Hyungjin Gill, Jianing Li, Sebastián Valenzuela, et Hernando Rojas. 2020. « 'Fake News Is Anything They Say!' Conceptualization and Weaponization of Fake News among the American Public. » *Mass Communication and Society* 23 (5): 755–778.
- U.S. House Committee on Energy and Commerce. 2021. « Disinformation Nation: Social Media's Role in Promoting Extremism and Misinformation. » 117^e Congrès. 25 mars. <<https://www.congress.gov/event/117th-congress/house-event/111407>>.
- Vosoughi, Soroush, Deb Roy, et Sinan Aral. 2018. "The Spread of True and False News Online." *Science* 359 (6380): 1146–1151.
- Vraga, Emily K., et Leticia Bode. 2020. "Defining Misinformation and Understanding its Bounded Nature: Using Expertise and Evidence for Describing Misinformation." *Political Communication* 37 (1): 136–144.
- Wardle, Claire, et Hossein Derakhshan. 2017. "Information Disorder: Toward an Interdisciplinary Framework for Research and Policy Making." *Council of Europe report 27*. <<https://rm.coe.int/information-disorder-toward-an-interdisciplinary-framework-for-researc/168076277c>>.
- Xue, Haoning, Jingwen Zhang, Cuihua Shen, et Magdalena Wojcieszak. 2024. "The Majority of Fact-Checking Labels in the United States Are Intense and This Decreases Engagement Intention." *Human Communication Research*, hqae007.
- Yates, Jeff. 2018. "L'écosystème des fakes news: L'état des lieux au Québec." *Dans Les fausses nouvelles: Nouveaux visages, nouveaux défis*, édité par Florian Sauvageau, Simon Thibault, et Pierre Trudel, 110–127. Québec: Presses de l'Université Laval.
- Young, Lisa. 2022. "Securitizing Election Laws and Administration? Canada's Response to the Cyber-Security Threats to Elections." *Dans Cyber-Threats to Canadian Democracy*, édité par Holly Ann Garnett et Michael Pal, 31–54. Montréal: McGill-Queen's University Press.
- Zimmer, Bob. 2018. "Démocratie menacée: Risques et solutions à l'ère de la désinformation et du monopole des données." Canada: Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique de la Chambre des communes. <<https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/421/ETHI/Reports/RP10242267/ethirp17/ethirp17-f.pdf>>. (Consulté le 22 mai 2024.)

Pour citer cet article : Lavigne, Mathieu. 2024. «L'inconfort ou l'indifférence ? Comprendre l'opposition aux mesures visant à contrer la mésinformation au Québec.» *Revue canadienne de science politique* 1–22. <https://doi.org/10.1017/S000842392400043X>